



le 13 juin 2007

**...COMMUNIQUE...COMMUNIQUE...COMMUNIQUE...COMMUNIQUE...**

**Objet : Territoires Palestiniens**

**Réunion des ministres des Affaires étrangères européens le 18 juin :  
face au désastre économique et sanitaire auquel a conduit l'embargo,  
Médecins du Monde appelle à une vraie reprise de l'aide directe  
dans les Territoires Palestiniens**

**La décision de l'Union européenne d'octroyer 4 millions d'euros au ministère palestinien des Finances ne suffira pas à sortir l'Autorité Palestinienne de la quasi-faillite dans laquelle elle se trouve depuis la suspension de l'aide directe en avril 2006, aggravée par la rétention des recettes fiscales par le gouvernement israélien. Face au désastre économique et humanitaire dans lequel plongent chaque jour davantage les Territoires et en particulier Gaza, Médecins du Monde appelle à une reprise pérenne de l'aide de la communauté internationale.**

Il y un an, le 16 juin 2006, l'Union Européenne mettait en place avec l'assentiment du Quartet un mécanisme international transitoire (MIT) visant à soutenir directement la population palestinienne tout en contournant le nouveau gouvernement Hamas. Ce dispositif extrêmement coûteux cherchait à atténuer les effets désastreux de l'embargo économique et a entraîné une forte augmentation de l'aide humanitaire en 2006.

**Malgré cela, la situation humanitaire dans les Territoires Palestiniens n'a sans doute jamais été aussi mauvaise** : le MIT n'a pas empêché un processus de paupérisation accéléré dans les Territoires Palestiniens entraînant une détresse humaine quotidienne. En créant un système de financement parallèle, le mécanisme MIT a également participé à la déstructuration du fragile appareil d'Etat Palestinien dans lequel l'Union Européenne avait jusqu'alors beaucoup investi.

**Médecins du Monde a pu observer sur le terrain l'impact très limité de ces mécanismes de contournement** qui ont abouti, entre autres, aux grèves successives du ministère de la Santé en Cisjordanie et à la pénurie de médicaments essentiels. Au mois de mai 2007, dans la pharmacie centrale du ministère de la Santé de Gaza, 167 médicaments essentiels étaient sous le seuil critique de renouvellement et 65 totalement épuisés. Les centres de santé primaire de Gaza ne peuvent plus aujourd'hui fournir de paracétamol aux patients. De même, à l'hôpital Shifa, le principal hôpital de référence de la bande de Gaza, les chirurgiens palestiniens n'ont plus les produits anesthésiques de base pour opérer.

**Inexorablement, la stratégie de Médecins du Monde a par ailleurs dû évoluer d'une logique de renforcement des institutions palestiniennes à des actions consistant à servir de béquille aux structures de santé en grande difficulté.** En effet, alors que le système de santé était considéré jusqu'à récemment comme performant, aujourd'hui les activités de Médecins du Monde ont dû être reconsidérées de manière à répondre à des besoins plus basiques, comme des dotations en matériel médical pour pallier les ruptures de stocks.

A Gaza en particulier, le vide politique laissé par une Autorité Palestinienne impuissante à faire respecter la sécurité, entraîne une radicalisation fondamentaliste. **MDM compte parmi les dernières ONG présentes sur le terrain et, comme pour d'autres acteurs sur le terrain, l'anarchie grandissante et le risque de kidnapping du personnel humanitaire rend difficile et périlleuse la gestion des activités humanitaires.**

Au vu de la grande détérioration des conditions de vie et de santé de la population palestinienne, le bilan de l'embargo est extrêmement lourd. Médecins du Monde considère que l'aide internationale doit être utilisée de façon impartiale et sur la base de besoins identifiés et non comme un outil destiné à changer la politique d'un gouvernement démocratiquement élu.

**Médecins du Monde appelle expressément à la reprise de l'aide directe à l'Autorité Palestinienne dans la perspective de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères prévue le 18 juin au Luxembourg. L'association appelle les gouvernements européens à faire pression sur le gouvernement israélien afin qu'il libère l'ensemble des recettes fiscales palestiniennes afin de permettre à l'autorité palestinienne de rétablir l'ordre public et d'éviter le chaos.**

Contacts presse

Médecins du Monde-Suisse, Pascale Giron, 032 725 36 16